

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204704]

10 JUILLET 2013. — Décret relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° le "centre" : l'organisme agréé par le Gouvernement chargé d'organiser une ou plusieurs filières en vue de faciliter l'insertion socioprofessionnelle des stagiaires tels que définis à l'article 5;

2° la "filière" : l'unité d'apprentissage au sein d'un centre, sous la forme d'actions pédagogiques ou de formation, ayant pour objet l'acquisition de connaissances, de compétences et de comportements socioprofessionnels qui met en œuvre un des deux cadres méthodologiques suivants :

a) une démarche de formation et d'insertion qui comprend des cours, des exercices pratiques et, éventuellement, des stages en entreprise;

b) une démarche "Entreprise de formation par le travail" qui intègre, au sein d'une activité de production de biens et de services, de cours et éventuellement de stages en entreprise, les apprentissages théoriques et pratiques spécifiques à un métier ou groupe de métiers d'un même secteur;

3° le "projet pédagogique" : le document élaboré par le centre déclinant les principes et orientations pédagogiques applicables à un centre et à chacune des filières qu'il organise;

4° le "taux d'encadrement" : la proportion entre le nombre de personnel encadrant équivalent temps plein, à savoir les formateurs et le personnel chargé du suivi pédagogique ou de l'accompagnement social, et le nombre de stagiaires en formation au sein d'un centre;

5° la "Commission" : la Commission consultative des centres d'insertion socioprofessionnelle, instituée au sein du Conseil économique et social de la Wallonie;

6° le "Gouvernement" : le Gouvernement de la Région wallonne;

7° l'"Office" : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi tel que visé par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

Art. 3. Le Gouvernement peut, aux conditions du présent décret et dans les limites des crédits budgétaires, agréer des centres et les filières qu'ils organisent et leur octroyer des subventions.

CHAPITRE II. — Finalité et missions générales des centres

Art. 4. Le centre a pour mission de favoriser, par une approche intégrée, l'insertion socioprofessionnelle du stagiaire visé aux articles 5 et 6, par l'acquisition de connaissances, de compétences et de comportements, nécessaires à son insertion directe ou indirecte sur le marché de l'emploi, à son émancipation sociale et à son développement personnel dans le respect du principe de non discrimination, de promotion de l'égalité des chances face à l'emploi et la formation et de la protection de la vie privée et des données à caractère personnel. Pour atteindre cette finalité, le centre organise une ou plusieurs filières agréées qui poursuivent un objectif prioritaire correspondant à l'une des catégories suivantes :

1° l'orientation professionnelle : les actions pédagogiques structurées permettant au stagiaire d'envisager différentes alternatives qui favorisent son insertion socioprofessionnelle et de concevoir ou de confirmer son projet professionnel et personnel; cette catégorie s'organise dans la démarche de formation et d'insertion;

2° la formation de base : la formation générale ou technique visant l'acquisition de connaissances élémentaires, de compétences générales et techniques et de comportements utiles à l'insertion socioprofessionnelle et qui ne sont pas directement liées à un métier déterminé; cette catégorie s'organise dans la démarche de formation et d'insertion;

3° la formation professionnalisante : la formation visant l'acquisition de connaissances, de compétences et de comportements socioprofessionnels nécessaires à l'exercice d'un métier déterminé; cette catégorie s'organise soit dans la démarche de formation et d'insertion soit dans la démarche d'entreprise de formation par le travail.

Le centre développe des méthodes adaptées aux adultes, différenciées en fonction des stagiaires, favorisant leur participation et leur implication dans le processus de formation; il leur assure un accompagnement social et un suivi pédagogique pendant toute la durée de ce processus.

Le Gouvernement précise les objectifs prioritaires et détermine les objectifs secondaires et les modalités organisationnelles relatifs à chaque catégorie de filière.

CHAPITRE III. — Le stagiaire

Art. 5. Pour l'application du présent décret, est considéré comme stagiaire :

1° toute personne, non soumise à l'obligation scolaire, inscrite à l'Office en tant que demandeur d'emploi inoccupé qui dispose au maximum du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré ou d'un titre équivalent;

2° toute personne, non soumise à l'obligation scolaire, inscrite à l'Office en tant que demandeur d'emploi inoccupé pendant au moins 18 mois au cours des 24 mois qui précèdent la date de son entrée en formation;

3° toute personne, non soumise à l'obligation scolaire, inscrite à l'Office en tant que demandeur d'emploi inoccupé, considérée comme médicalement apte à suivre un processus de formation et d'insertion socioprofessionnelle, et qui répond à une des conditions suivantes :

a) avoir été enregistrée auprès de l'agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, ci-après dénommée "l'agence" ou de l'office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées, ci-après dénommé "l'office" ou du "Fonds bruxellois pour les personnes handicapées" ou le "Vlaams fund voor sociale integratie van personen met een handicap" ci-après dénommés "le Fonds", avoir fait l'objet d'une décision d'intervention de la

part de celle-ci ou de celui-ci, et avoir communiqué à l'Agence, à l'Office ou au Fonds toute décision relative aux dispositions d'aide ou d'intégration sociale ou professionnelle prise par le pouvoir fédéral ou communautaire;

b) avoir été victime d'un accident du travail et fournir une attestation délivrée par le Fonds des accidents du travail ou par l'Office médico-social de l'état certifiant une incapacité d'au moins 30 %;

c) avoir été victime d'une maladie professionnelle et fournir une attestation délivrée par le Fonds de maladies professionnelles ou par l'Office médico-social de l'état certifiant une incapacité d'au moins 30 %;

d) avoir été victime d'une maladie ou d'un accident de droit commun et fournir une copie du jugement délivrée par le greffe du tribunal certifiant que le handicap ou l'incapacité est d'au moins 30 %;

e) avoir été victime d'une maladie ou d'un accident domestique et fournir une copie de la décision de l'organe assureur certifiant que l'incapacité permanente est d'au moins 30 %;

f) bénéficier d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

4° toute personne incarcérée ou internée dans un établissement pénitentiaire ou un institut de défense sociale, et susceptible, dans les trois ans, d'être libérée ou d'être placée en détention limitée ou de bénéficier d'une libération conditionnelle telles que visées respectivement par les articles 21 et 24 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine;

5° toute personne considérée comme une personne étrangère séjournant légalement sur le territoire belge, conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, y compris dans le cadre des recours prévus par les dispositions contenues dans le titre III de la loi précitée et qui dispose au maximum du certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré ou d'un titre équivalent;

6° toute personne, inscrite comme demandeur d'emploi auprès de l'Office, qui bénéficie de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale.

Le Gouvernement peut adapter, après avis de la Commission, les catégories de public rentrant dans la notion de stagiaire en fonction des modifications législatives, décrétales ou réglementaires en lien direct avec l'alinéa 1^{er} et de l'évolution du marché de l'emploi.

Art. 6. § 1^{er}. Le centre peut prendre en charge des personnes, non soumises à l'obligation scolaire, inscrites à l'Office comme demandeurs d'emploi inoccupés, qui ne répondent pas aux conditions visées à l'article 5 et qui disposent au maximum du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un titre équivalent pour autant que :

1° lorsque le siège d'activité du centre est situé sur le territoire d'un Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation, dénommé ci-après CSEF, dans lequel le taux de la demande d'emploi est supérieur d'au moins 15 pour cent au taux moyen de la demande d'emploi en Région wallonne de langue française, le nombre de ces stagiaires ne dépasse pas 20 pour cent du nombre total de stagiaires entrant annuellement en formation au sein de chaque filière;

2° lorsque le siège d'activité du centre est situé sur le territoire d'un CSEF dans lequel le taux de la demande d'emploi se situe entre moins de 15 pour cent et plus de 15 pour cent du taux moyen de la demande d'emploi en Région wallonne de langue française, le nombre de ces stagiaires ne dépasse pas 20 pour cent du nombre total de stagiaires entrant annuellement en formation au sein de chaque filière; le Gouvernement peut, par décision motivée et après avis conforme du CSEF, prévoir des taux de dérogation supérieurs à 20 pour cent sans pour autant que ceux-ci ne dépassent 50 pour cent;

3° lorsque le siège d'activité du centre est situé sur le territoire d'un CSEF dans lequel le taux de la demande d'emploi est inférieur d'au moins 15 pour cent au taux moyen de la demande d'emploi en Région wallonne de langue française, le nombre de ces stagiaires ne dépasse pas 40 pour cent du nombre total des stagiaires entrant annuellement en formation au sein de chaque filière; le Gouvernement peut, par décision motivée et après avis conforme du CSEF, prévoir des taux de dérogation supérieurs à 40 pour cent sans pour autant que ceux-ci ne dépassent 50 pour cent.

§ 2. Les taux de référence mentionnés au paragraphe 1^{er} sont calculés à la date du 30 juin de l'année qui précède celle pour laquelle ils sont applicables et sont établis pour une durée de deux ans.

Art. 7. La situation du stagiaire est appréciée la veille de son entrée en formation.

Le Gouvernement détermine les documents et attestations nécessaires à l'appréciation des conditions visées aux articles 5 et 6.

CHAPITRE IV. — Agrément des centres et des filières

Section 1^{re}. — Agrément et renouvellement d'agrément

Art. 8. Le Gouvernement agrée et renouvelle l'agrément du centre qui remplit l'ensemble des conditions suivantes :

1° être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif régie par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations ou être un centre public d'action sociale ou une association de centres publics d'action sociale au sens de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

2° élaborer un projet pédagogique qui précise, notamment, les éléments suivants :

a) les modalités d'accueil et, au besoin, de réorientation du candidat stagiaire;

b) les modalités relatives à l'établissement du contrat pédagogique et à l'élaboration du programme individuel de formation sur la base de l'identification des besoins du stagiaire;

c) le suivi pédagogique du stagiaire et l'accompagnement social;

d) l'évaluation formative et participative et la reconnaissance des connaissances et compétences acquises par le stagiaire;

e) le partenariat avec d'autres opérateurs de formation, d'insertion ou de soutien psycho-médico-social permettant au stagiaire d'atteindre son objectif socioprofessionnel;

f) les modalités de diffusion du contenu de l'offre de formation et, notamment, sa finalité, ses objectifs, son public et les conditions d'accès;

g) les modalités relatives à l'établissement d'un projet post-formation du stagiaire déterminant les actions nécessaires à l'atteinte des objectifs définis dans le programme individuel du stagiaire;

3° organiser une ou plusieurs filières qui répondent aux conditions énoncées à l'article 9;

4° présenter un descriptif des moyens et ressources matériels, humains et financiers prévus pour le fonctionnement du centre permettant d'assurer la réalisation du projet pédagogique, la viabilité du centre et la faisabilité des filières;

5° lorsqu'il s'agit de la première demande d'agrément, réaliser un plan prévisionnel des budgets relatifs au développement de l'activité du centre pour les deux premières années d'activités;

6° s'insérer dans le dispositif de coopération pour l'insertion et s'engager à conclure et mettre en œuvre un contrat de coopération avec l'Office au sens du décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion.

Le renouvellement de l'agrément du centre est octroyé au regard de la mise en œuvre du projet pédagogique, du respect des règles et obligations et de la qualité en matière de gestion administrative, financière et des ressources humaines sur la période pour laquelle le centre a été agréé précédemment.

Le Gouvernement peut préciser les conditions d'agrément ou de renouvellement d'agrément du centre, en ce compris les éléments constitutifs du projet pédagogique.

Art. 9. Simultanément à l'agrément du centre ou ultérieurement au cours de la période d'agrément du centre, le Gouvernement peut agréer ou renouveler l'agrément d'une ou plusieurs filières pour autant qu'elles remplissent l'ensemble des conditions suivantes :

1° répondre à des besoins de formation insuffisamment rencontrés en tenant compte du cadastre des formations professionnelles existantes et de la cartographie de l'offre et des besoins du marché de l'emploi, qui sont établis par l'Office;

2° s'inscrire dans le projet pédagogique du centre;

3° s'insérer dans l'une des trois catégories de filières visées à l'article 4 et en définir le cadre méthodologique;

4° définir les objectifs de la filière en termes de connaissances, de compétences et de comportements socioprofessionnels au regard des référentiels visés à l'article 15, 7° et 8°;

5° présenter le programme de la filière définissant son contenu, son organisation, sa durée et le recours éventuel à des stages en entreprise;

6° spécifier le public concerné par la filière et, au besoin, l'application de l'article 6.

Le renouvellement d'agrément des filières est octroyé au regard de la mise en œuvre du projet pédagogique, de l'analyse de la qualité pédagogique des formations et de l'évaluation de leurs résultats.

Le Gouvernement précise les conditions d'agrément et de renouvellement d'agrément des filières.

Si au cours de la période d'agrément ou de renouvellement d'agrément de la filière, des modifications de la décision d'agrément sont sollicitées par le centre, ce dernier introduit une nouvelle demande d'agrément de la filière conformément à l'article 11. Le Gouvernement peut prévoir une procédure simplifiée ou une dispense de procédure pour les modifications qu'il définit.

Art. 10. L'agrément initial du centre, en ce compris des filières qu'il organise, est accordé pour une durée de deux ans. L'agrément peut être renouvelé pour une durée de six ans. Dans les cas déterminés par le Gouvernement et sur proposition de la Commission, l'agrément peut être renouvelé pour une durée réduite à deux ans.

En cas d'agrément de nouvelles filières au cours de la durée du renouvellement d'agrément du centre, l'agrément est accordé pour une durée de deux ans et peut être renouvelé pour une durée ne pouvant excéder celle de la durée d'agrément du centre.

Art. 11. Les demandes d'agrément et de renouvellement d'agrément des centres, en ce compris des filières qu'ils organisent, sont introduites auprès du service que le Gouvernement désigne et selon les modalités qu'il détermine.

L'avis du CSEF territorialement compétent est requis pour l'agrément de chaque filière et porte sur l'opportunité d'agréer ou de renouveler l'agrément de celle-ci au regard du cadastre et de la cartographie visés à l'article 9, alinéa 1^{er}, 1°.

Le Gouvernement octroie ou refuse l'agrément et le renouvellement d'agrément des centres et des filières qu'ils organisent.

La décision de renouvellement d'agrément du centre n'entraîne pas nécessairement le renouvellement de chacune de ses filières et peut prévoir des conditions d'agrément autres que celles de l'agrément octroyé précédemment.

Le Gouvernement précise les documents, les délais, les modalités et les procédures relatifs à l'agrément et au renouvellement d'agrément des centres et des filières.

Art. 12. Le Gouvernement, après avis de la Commission, peut suspendre ou retirer l'agrément du centre lorsqu'il ne respecte pas les dispositions prévues par ou en vertu du présent décret. Le retrait ou la suspension d'agrément du centre entraîne le retrait ou la suspension d'agrément des filières qu'il organise sous réserve de l'application de l'article 13.

Le Gouvernement, après avoir sollicité l'avis de la Commission, peut suspendre ou retirer l'agrément de filières lorsque la filière ne respecte pas les dispositions prévues par ou en vertu du présent décret.

En cas de suspension d'agrément du centre ou d'une filière, la décision précise la date pour laquelle le centre doit se mettre en ordre par rapport aux conditions et obligations qu'il n'a pas respectées, ainsi que les modalités de l'éventuelle suspension du subventionnement telle que prévue à l'article 18, paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1°.

En cas de retrait d'agrément du centre ou d'une filière, le Gouvernement peut décider d'appliquer les sanctions visées à l'article 18, paragraphe 2.

Le Gouvernement fixe les modalités et procédures relatives à la suspension et au retrait d'agrément du centre et de la filière.

Section 2. — Transfert de filière

Art. 13. Le Gouvernement peut, moyennant l'avis de la Commission, autoriser le transfert d'une ou plusieurs filières de formation d'un centre, appelé le centre cédant, vers un autre centre, appelé le centre repreneur, qui accepte de reprendre la ou les filières concernées. Le transfert de filières peut être autorisé dans les hypothèses suivantes :

- 1° en cas de dissolution ou de liquidation du centre cédant;
- 2° en cas de décision volontaire du centre cédant de ne plus organiser une ou plusieurs filières de formation;
- 3° en cas de décision de retrait d'agrément ou de décision de non renouvellement d'agrément du centre cédant ou d'une ou plusieurs filières qu'il organise.

Le centre repreneur est désigné en fonction, d'une part, de la réponse qu'il apporte aux besoins de formation insuffisamment rencontrés au regard du cadastre et de la cartographie visés à l'article 9, alinéa 1^{er}, 1° et, d'autre part, de sa capacité de gestion administrative, financière et pédagogique, et s'il y a lieu, dans une perspective de transfert du personnel.

Le transfert porte sur une durée de deux ans, sauf si la durée d'agrément du centre repreneur est inférieure à cette durée. Dans ce cas, la durée du transfert est égale à la durée de l'agrément du centre repreneur.

La décision de transfert précise les éléments de la décision d'agrément de la filière qui lui sont applicables.

L'autorisation de transfert de filière ne peut entraîner l'augmentation du subventionnement prévu à l'article 17 tel qu'il avait été octroyé au centre cédant.

Le Gouvernement fixe les conditions, modalités et procédures relatives aux demandes de transfert de la ou des filières concernées.

CHAPITRE V. — Obligations du centre

Art. 14. Le centre est tenu de :

- 1° respecter les conditions prévues par ou en vertu du présent décret et de réaliser le projet pédagogique;
- 2° accueillir annuellement au moins dix stagiaires et de réaliser, à partir de la troisième année d'agrément, au minimum 12 000 heures de formation par an; dans le cas d'un centre public d'action sociale ou d'une association de centres publics d'action sociale, le Gouvernement peut prévoir un nombre d'heures de formation inférieur à 12 000 heures par an sans pour autant que ce nombre soit inférieur à 8 000 heures par an. En cas de non-respect des 12 000 heures de formation par an ou des 8 000 heures de formation par an et sur avis de la Commission visée à l'article 16, le centre peut être autorisé à réaliser un nombre d'heures de formation inférieur à ces minima;
- 3° respecter le taux d'encadrement déterminé par le Gouvernement en fonction, notamment, de la catégorie de la filière et de son cadre méthodologique;
- 4° respecter le principe de gratuité de la formation pour les stagiaires visés aux articles 5 et 6, conformément à l'article 5 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
- 5° respecter les obligations prévues par ou en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle;
- 6° établir un rapport annuel d'activités du centre dont le contenu minimum et les modalités sont fixés par le Gouvernement;
- 7° assurer les fonctions de direction, d'administration et d'accompagnement social du centre;
- 8° distinguer dans sa comptabilité et, s'il y a lieu, au regard des différentes sources de subventionnement, les dépenses et les recettes réalisées en les distinguant en fonction du cadre méthodologique des filières; dans le cas d'un centre public d'action sociale ou d'une association de centres publics d'action sociale, le centre distingue également les dépenses et les recettes liées à ses activités agréées par le présent décret;
- 9° pour les démarches "Entreprise de formation par le travail", établir un plan d'affectation des résultats d'exploitation destinés à la réalisation des missions prévues par le décret, selon les modalités déterminées par le Gouvernement;
- 10° respecter les lois, décrets et règlements qui leur sont directement applicables, notamment la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Le Gouvernement peut préciser les obligations prévues à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE VI. — Coordination de l'action des centres

Art. 15. Le Gouvernement peut désigner une association sans but lucratif, suite à une procédure de sélection qu'il organise, qui remplit les missions suivantes :

- 1° coordonner et soutenir le développement pédagogique et la gestion administrative des centres;
- 2° représenter le secteur au niveau des instances régionales et communautaires compétentes en matière de formation et être leur interlocuteur représentatif auprès du Gouvernement;
- 3° renforcer la coopération des centres au niveau sous-régional dans un objectif de cohérence de l'action locale en faveur des stagiaires;
- 4° affecter du personnel dans le cadre du dispositif "Carrefour Emploi Formation Orientation" tel que visé par l'article 1^{er bis}, alinéa 1^{er}, 9°, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
- 5° coordonner l'offre et les besoins de formation du personnel des centres et du personnel affecté dans le cadre du dispositif "Carrefour Emploi Formation Orientation";

6° analyser l'évolution de l'offre de formation des centres et du public concerné et en informer le Gouvernement;

7° participer à l'élaboration des référentiels de formation dans le cadre des travaux menés par le Service francophone des métiers et des qualifications en application de l'accord de coopération conclu le 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé : "S.F.M.Q." et veiller à leur implémentation par les centres;

8° coordonner et soutenir l'élaboration des référentiels de formation qui n'entrent pas dans le champ de compétences du S.F.M.Q. et la conception des outils méthodologiques ou pédagogiques afférents aux formations.

Les statuts de l'association visée à l'alinéa 1^{er} doivent être conformes aux missions précitées.

L'association doit garantir, dans la composition de son assemblée générale, une représentation suffisante des centres au niveau de leur répartition géographique, de leurs cadres méthodologiques et des catégories de filières qu'ils organisent.

Le Gouvernement confie à l'association les missions visées à l'alinéa 1^{er}, et peut préciser celles-ci au regard de l'évolution des dispositions décrétales et réglementaires applicables aux centres et du contexte opérationnel dans lequel les centres s'inscrivent.

L'association visée à l'alinéa 1^{er} reçoit, annuellement et dans les limites des crédits budgétaires disponibles, un subventionnement pour lui permettre de réaliser ses missions. Le Gouvernement détermine les modalités relatives à l'octroi de cette subvention.

L'association remet annuellement un rapport d'activités au Gouvernement.

CHAPITRE VII. — *De la Commission des centres d'insertion socioprofessionnelle*

Art. 16. § 1^{er}. Il est institué au sein du Conseil économique et social de la Wallonie, une Commission consultative qui est chargée :

1° de remettre un avis sur la modification des catégories de public en application de l'article 5, alinéa 2;

2° de remettre un avis motivé sur les demandes d'agrément ou de renouvellement d'agrément d'un centre ou d'une filière lorsque son avis est sollicité, notamment en vertu de l'article 10, alinéa 1^{er};

3° de remettre un avis motivé sur la suspension ou le retrait d'agrément d'un centre ou d'une filière conformément à l'article 12;

4° de remettre un avis motivé sur la demande de transfert d'une filière en vertu de l'article 13;

5° de se réunir à la demande d'un de ses membres qui aurait pris connaissance de faits qui relèvent des infractions ou des manquements aux dispositions du décret, afin d'en analyser la situation et d'informer le Gouvernement des faits de la cause.

La Commission remet les avis visés à l'alinéa 1^{er}, 2° à 5°, sur la base de l'avis du CSEF lorsqu'il est requis, du rapport réalisé par le service chargé de l'instruction des dossiers et désigné par le Gouvernement, et des besoins identifiés au regard du cadastre et de la cartographie visés à l'article 9, alinéa 1^{er}, 1°.

§ 2. Le service désigné par le Gouvernement est chargé :

1° d'assurer les missions relatives à l'analyse des dossiers soumis à la Commission et à leur communication;

2° de remettre annuellement, au Gouvernement, au Conseil économique et social de Wallonie, en ce compris à la Commission visée au paragraphe 1^{er}, une synthèse portant sur les rapports annuels d'activités des centres visés à l'article 14, 7°, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 3. Le Conseil économique et social de la Wallonie est chargé :

1° d'assurer le secrétariat de la Commission;

2° de remettre au Gouvernement tous les trois ans un rapport sur l'exécution du présent décret sur la base de la synthèse visée au paragraphe 2, 2°;

3° de remettre, d'initiative ou sur demande du Gouvernement, des avis motivés ou des recommandations sur l'exécution du décret.

§ 4. Sont désignés avec voix délibérative au sein de la Commission :

1° deux représentants effectifs et deux représentants suppléants des organisations représentatives des employeurs;

2° deux représentants effectifs et deux représentants suppléants des organisations représentatives des travailleurs;

3° deux représentants effectifs et deux représentants suppléants de l'Office dont :

a) un représentant effectif et un représentant suppléant de la Direction générale compétente en matière d'emploi;

b) un représentant effectif et un représentant suppléant de la Direction générale compétente pour le recours à l'intervention de tiers et l'information et la connaissance du marché du travail;

4° un représentant effectif et un représentant suppléant de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

5° un représentant effectif et un représentant suppléant de l'Union des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, Fédération des Centres publics d'action sociale;

6° un représentant effectif et un représentant suppléant de l'association visée à l'article 15.

En outre, sont désignés pour assister avec voix consultative à la Commission :

1° un représentant effectif et un représentant suppléant du Ministre ayant la Formation dans ses attributions;

2° un représentant effectif et un représentant suppléant du Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions;

3° un représentant effectif et un représentant suppléant du Ministre ayant les Affaires sociales ou l'Égalité des Chances dans ses attributions;

4° un représentant effectif et un représentant suppléant du service visé à l'article 16, paragraphe 2;

5° deux membres effectifs et deux membres suppléants représentant les centres, particulièrement en ce qui concerne les cadres méthodologiques et les catégories de filières, désignés sur proposition de l'association visée à l'article 15.

La Commission se réunit au minimum quatre fois par an.

Les membres suppléants ne peuvent siéger qu'en l'absence des membres effectifs.

Le Gouvernement peut adapter la composition et préciser les missions de la Commission au regard de l'évolution des dispositions décrétales et réglementaires applicables aux centres ou du contexte opérationnel dans lequel les centres s'inscrivent.

CHAPITRE VIII. — *Financement*

Art. 17. § 1^{er}. Le Gouvernement octroie annuellement au centre agréé qui respecte les conditions et obligations visées par ou en vertu du présent décret un subventionnement composé :

1° d'une part variable qui comprend :

a) une somme calculée en fonction du nombre d'heures de formation agréées multiplié par le taux horaire;

b) une somme calculée en fonction du taux d'encadrement, fixé par le Gouvernement au regard du nombre d'heures de formation agréées;

2° d'une part complémentaire destinée à couvrir l'intervention prévue par les partenaires sociaux dans le cadre des accords pour le secteur non-marchand privé wallon.

Par heures de formation agréées, on entend le nombre d'heures fixé dans la décision d'agrément au regard de la durée du programme visé à l'article 9, alinéa 1^{er}, 5°, multiplié par le nombre de stagiaires prévus par filière au cours d'une année civile.

Par taux horaire, on entend le tarif déterminé, pour chaque filière agréée, en fonction de la catégorie de filière à laquelle elle appartient, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Si la spécificité du public pris en charge, le nombre et la diversité des filières ou le nombre de stagiaires le nécessitent, l'adaptation du taux d'encadrement ou son élargissement à une fonction de coordination pédagogique peut donner lieu à une majoration de l'aide visée au paragraphe 2, 1°, selon les limites et les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 2. Le subventionnement total peut être liquidé en tant que subventionnement sous la forme :

1° d'une aide telle que déterminée par ou en vertu du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand et de l'enseignement dont les critères d'attribution sont établis par le Gouvernement. L'aide, octroyée sous la forme de points définis à l'article 21 du décret du 25 avril 2002 précité, est déterminée par le Gouvernement en fonction du nombre d'heures agréées;

2° d'une subvention visant à couvrir les frais de fonctionnement, de matériels et d'équipements, et les charges salariales non encore couvertes par une autre subvention ou par l'aide visée au 1°.

§ 3. Le subventionnement total est liquidé selon les modalités suivantes :

1° une avance, représentant 60 % du montant annuel qui a été octroyé pour l'exercice qui précède et pour le centre et ses filières agréées, est versée dans le courant du premier trimestre sur base d'une déclaration de créance;

2° une deuxième tranche, correspondant à 80 % du montant annuel total de la subvention octroyée pour l'exercice en cours, diminuée du montant de la première avance, est versée dans le courant du deuxième trimestre sur la base d'une déclaration de créance;

3° le solde de 20 % du montant annuel total de la subvention octroyée pour l'exercice en cours est versé dans le courant du premier semestre de l'année qui suit celle pour laquelle il est dû, pour autant que le service désigné par le Gouvernement dispose de la déclaration de créance, du rapport d'activités et des pièces justificatives qui lui sont transmis par le centre.

Le Gouvernement est habilité à modifier les pourcentages visés à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3°.

§ 4. Le Gouvernement précise la procédure relative à l'octroi et à la liquidation du subventionnement en ce compris les conditions d'éligibilité des dépenses. En ce qui concerne la liquidation de la somme annuelle variable visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, elle s'effectue sur la base des heures effectivement prestées par les stagiaires et des heures assimilées, dans les limites de la décision d'agrément. Le Gouvernement précise les heures assimilées aux heures effectivement prestées.

§ 5. Le subventionnement est acquis dès lors que le centre a réalisé 90 % des heures de formation agréées, calculé sur l'ensemble des filières sur une période de deux ans et 75 % des heures de formation agréées, calculé par filière sur une période de deux ans.

§ 6. Le Gouvernement peut indexer les subventions en janvier de chaque année, en multipliant les montants de l'année précédente par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des mois de septembre et octobre de l'année précédente, divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des mois de septembre et octobre de l'année antérieure à l'année précédente.

CHAPITRE IX. — *Du contrôle*

Art. 18. § 1^{er}. Le contrôle et la surveillance du présent décret et de ses arrêtés sont exercés conformément au décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels, modifié par le décret du 22 novembre 2007.

§ 2. En cas de non-respect des obligations visées par ou en vertu du présent décret, de dissolution d'un centre et de suspension et de retrait d'agrément d'un centre, le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine :

1° suspendre, tout ou partie, du subventionnement pendant un délai fixé permettant au centre de se conformer aux obligations non rencontrées;

2° exiger le remboursement de tout ou partie du subventionnement, ainsi que les frais y afférant, proportionnellement aux infractions constatées;

3° retirer ou mettre fin à la décision d'octroi de subventionnement.

Le Gouvernement peut également renoncer, pour tout ou partie, au remboursement du subventionnement lorsque le coût de la récupération de celui-ci risque d'être supérieur à son montant ou en cas de circonstances liées à un cas de force majeure ou d'imprévision.

CHAPITRE X. — *Dispositions modificatives, transitoires et abrogatoires*

Section 1^{re}. — Dispositions modificatives

Art. 19. Le Gouvernement est habilité, si ceci s'avère nécessaire à l'exécution, à la mise en œuvre ou à la cohérence du présent décret, à remplacer dans les dispositions décrétales ou réglementaires en vigueur :

1° les mots "EFT" ou "OISP" par les mots "centres d'insertion socioprofessionnelle";

2° les mots "Interfédération des EFT-OISP" par les mots "l'association visée à l'article 15 du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle";

3° les mots "Commission EFT-OISP" par les mots :

« Commission visée à l'article 16 du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle. »

Le Gouvernement est habilité, si ceci s'avère nécessaire à l'exécution, à la mise en œuvre ou à la cohérence du présent décret, à remplacer les dispositions faisant référence au décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail par les dispositions du présent décret.

Le Gouvernement est habilité à modifier la référence aux CSEF dans le présent décret en fonction de l'évolution des dispositions décrétales et réglementaires les concernant.

L'article 2, § 1^{er}, 1^o, 1^{er} tiret, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution est remplacé par ce qui suit :

"- la Commission des centres d'insertion socioprofessionnelle dans le cadre du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle;"

Section 2. — Dispositions transitoires

Art. 20. A titre transitoire, l'association sans but lucratif désignée en vertu de l'article 18 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail exerce les missions visées à l'article 15, alinéa 1^{er}, jusqu'à la désignation de l'association sans but lucratif visée à l'article 15 mettant fin ainsi à l'application de la présente disposition.

Art. 21. Les décisions d'octroi ou de renouvellement d'agrément de centres qui sont prises sur la base du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail, avant l'entrée en vigueur du présent décret, mais qui produisent leurs effets après cette entrée en vigueur, continuent à être soumises aux dispositions du décret du 1^{er} avril 2004 précité jusqu'au 31 décembre 2014. Les centres introduisent, au plus tard le 31 mai 2014, une demande d'agrément pour leur centre et les filières qu'ils organisent.

Par dérogation à l'article 10, en ce qui concerne les centres agréés en vertu du décret du 1^{er} avril 2004 précité qui introduisent une demande d'agrément en vertu du présent décret, le Gouvernement peut leur octroyer un agrément pour une durée de six ans selon les modalités qu'il détermine.

Toute décision relative à la suspension ou au retrait d'un agrément ou au transfert d'une filière et prise sur la base du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail continue à être soumise aux dispositions du décret du 1^{er} avril 2004 précité.

Les décisions de transfert de filières, dont la demande a été introduite après la date d'entrée en vigueur du présent décret et prises avant le 31 décembre 2014, valent jusqu'à cette date.

Art. 22. Si les crédits budgétaires disponibles ne permettent pas d'atteindre le nombre d'heures de formation tel que prévu à l'article 14, alinéa 1^{er}, 2^o, le Gouvernement peut réduire le nombre d'heures de formation dans les décisions d'agrément lors des demandes d'agrément introduites au plus tard le 31 mai 2014.

Art. 23. Les décisions d'agrément des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail prises en vertu du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail et qui arrivent à échéance le 31 décembre 2013 sont prolongées aux mêmes conditions jusqu'à la date du 31 décembre 2014.

Art. 24. La personne faisant partie du public bénéficiaire en application des articles 4 à 6 du décret du 1^{er} avril 2004 précité et qui a entamé, avant l'entrée en vigueur du présent décret, une formation auprès d'un O.I.S.P. ou d'une E.F.T., est autorisée à poursuivre cette formation jusqu'à son terme.

Section 3. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 25. Le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail, modifié par les décrets du 6 novembre 2008 et du 22 novembre 2007, est abrogé.

Art. 26. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014, à l'exception des articles 20, 21, 23 et 24 qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2013 et de l'article 17 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Le Gouvernement peut prévoir une date d'entrée en vigueur antérieure au 1^{er} janvier 2014 et au 1^{er} janvier 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 juillet 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—————
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Documents du Parlement wallon, 829 (2012-2013), n^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 10 juillet 2013.

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204704]

10 JULI 2013. — Decreet betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1^o het "centrum" : de door de Regering erkende instelling belast met de organisatie van één of meer filières met het oog op vlotte socioprofessionele inschakeling van de stagiairs zoals omschreven in artikel 5;

2^o de "filière" : scholingsenheid binnen een centrum waar scholing gegeven wordt in de vorm van pedagogische of opleidingsacties, met als doel de verwerving van kennis, vaardigheden en socioprofessionele gedragslijnen en waar één van de volgende twee methodologische kaders ten uitvoer gelegd :

a) een fase opleiding en inschakeling die bestaat in leergangen, praktische oefeningen en, eventueel, bedrijfsstages;

b) een fase "Bedrijf voor vorming door arbeid" waarbij de theoretische en praktische scholingen eigen aan een beroep of een groep van beroepen van dezelfde sector opgenomen worden binnen een activiteit inzake de productie van goederen en diensten, leergangen en eventueel bedrijfsstages;

3^o het "pedagogische project" : het door het centrum opgemaakte document dat voorziet in de pedagogische beginselen en richtingen van toepassing op een centrum en op elk van de filières die het organiseert;

4^o het "begeleidingspercentage" : de verhouding tussen het aantal equivalent voltijds begeleidingspersoneelsleden, met name de opleiders en het personeel belast met de pedagogische opvolging of de sociale begeleiding, en het aantal stagiairs in opleiding binnen een centrum;

5^o de "Commissie" : de Adviescommissie van de centra voor socioprofessionele inschakeling ingesteld binnen de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië);

6^o de "Regering" : de Regering van het Waalse Gewest;

7^o de "Dienst" : de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) zoals bedoeld in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi".

Art. 3. De Regering kan, onder de voorwaarden van dit decreet en binnen de perken van de begrotingskredieten, centra en de door hen georganiseerde filières erkennen en subsidiëren.

HOOFDSTUK II. — *Doel en algemene opdrachten van de centra*

Art. 4. Het centrum heeft als opdracht via een geïntegreerde aanpak de socioprofessionele inschakeling van de in de artikelen 5 en 6 bedoelde stagiair te bevorderen door het verwerven van kennis, vaardigheden en gedragslijnen die nodig zijn voor zijn rechtstreekse of onrechtstreekse inschakeling op de arbeidsmarkt, zijn sociale emancipatie en zijn persoonlijke ontwikkeling, met inachtneming van het principe van non-discriminatie, van bevordering van gelijke kansen inzake tewerkstelling en opleiding en van de bescherming van de privésfeer en de gegevens met een persoonlijk karakter. Om dat doel te bereiken organiseert het centrum één of meer erkende filières die een prioritaire doelstelling nastreven die opgenomen is in één van de volgende categorieën :

1° de beroepsoriëntering : de gestructureerde pedagogische acties waarmee de stagiair verschillende alternatieven kan overwegen ter bevordering van zijn socioprofessionele inschakeling en zijn professioneel en persoonlijk project kan ontwerpen of bevestigen; deze categorie wordt georganiseerd in de fase opleiding en inschakeling;

2° de basisopleiding : de algemene of technische opleiding tot verwerving van elementaire kennis, algemene vaardigheden en gedragslijnen die nuttig zijn voor de socioprofessionele inschakeling en die niet in rechtstreeks verband staan met een bepaald beroep; deze categorie wordt georganiseerd in de fase opleiding en inschakeling;

3° de professionaliserende opleiding : de opleiding tot verwerving van kennis, vaardigheden en socioprofessionele gedragslijnen die nodig zijn voor de uitoefening van een bepaald beroep; deze categorie wordt georganiseerd hetzij in de fase opleiding en inschakeling, hetzij in de fase bedrijf voor vorming door arbeid.

Het centrum ontwikkelt methodes die aan de volwassenen aangepast worden, naar gelang van de stagiairs verschillen, hun deelname aan en hun betrokkenheid bij het opleidingsproces bevorderen; het biedt hen een sociale begeleiding en een pedagogische opvolging tijdens de hele duur van dat proces.

De Regering preciseert de prioritaire doelstellingen en bepaalt de bijkomende doelstellingen en de organisatie-modaliteiten voor elke filièrecategorie.

HOOFDSTUK III. — *De stagiair*

Art. 5. Voor de toepassing van dit decreet wordt als stagiair beschouwd :

1° elke niet-schoolplichtige persoon die als niet-werkende werkzoekende bij de Dienst ingeschreven is en die beschikt over hoogstens een getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad of een gelijkwaardig diploma;

2° elke niet-schoolplichtige persoon die als niet-werkende werkzoekende bij de Dienst ingeschreven is gedurende minstens 18 maanden in de loop van de 24 maanden die voorafgaan aan de datum waarop hij zijn opleiding begint te volgen;

3° elke niet-schoolplichtige persoon die als niet-werkende werkzoekende bij de Dienst ingeschreven is, die medisch in staat geacht wordt een vormings- en een socioprofessionele inschakelingsproces te volgen en één van de volgende voorwaarden vervult :

geregistreerd zijn geweest bij het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), hierna "het Agentschap" genoemd, of bij de dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor personen met een handicap, hierna de "Dienst" genoemd, of bij het Brussels fonds voor personen met een handicap of bij het Vlaams fund voor sociale integratie van personen met een handicap, hierna "het Fonds" genoemd, het voorwerp zijn geweest van een beslissing tot tegemoetkoming van het Agentschap, de Dienst of één van beide Fondsen en hen kennis gegeven hebben van elke beslissing i.v.m. de bepalingen inzake tegemoetkoming of socioprofessionele inschakeling genomen door de federale of gemeenschapsoverheid;

b) het slachtoffer van een arbeidsongeval zijn geweest en een attest overleggen dat werd uitgereikt door het Fonds voor Arbeidsongevallen of door de Medisch-Sociale Rijksdienst, dat het bewijs levert van een ongeschiktheid van ten minste 30 %;

c) het slachtoffer van een beroepsziekte zijn geweest en een attest overleggen dat werd uitgereikt door het Fonds voor de Beroepsziekten of door de Medisch-Sociale Rijksdienst, dat het bewijs levert van een ongeschiktheid van ten minste 30 %;

d) het slachtoffer van een ziekte of van een ongeval van gemeen recht zijn geweest en een afschrift van het vonnis overleggen dat werd afgeleverd door de griffie van de rechtbank, dat het bewijs levert dat de handicap of de ongeschiktheid ten minste 30 % bedraagt;

e) het slachtoffer van een ziekte of van een huisongeval zijn geweest en een afschrift van de beslissing van de verzekeringsinstelling overleggen die het bewijs levert dat de blijvende ongeschiktheid ten minste 30 % bedraagt;

f) een inkomensvervangende tegemoetkoming of een integratietoelage genieten krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

4° elke persoon opgesloten of geïnterneerd in een strafinrichting of een instituut voor sociale bescherming die binnen drie jaar in vrijheid gesteld of in beperkte detentie geplaatst kan worden of een voorwaardelijke invrijheidstelling kan genieten zoals bedoeld respectievelijk in de artikelen 21 en 24 van wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten;

5° elke persoon beschouwd als vreemdeling die op wettige wijze op het Belgisch grondgebied verblijft, overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inclusief in het kader van de beroepen waarin voorzien wordt in de bepalingen van titel III van voornoemde wet, en die beschikt over hoogstens een getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad of een gelijkwaardig diploma;

6° elke bij de Dienst als werkzoekende ingeschreven persoon die in aanmerking komt voor artikel 60, paragraaf 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Na advies van de Commissie kan de Regering de categorieën publiek dat onder het begrip stagiair valt aanpassen op grond van de wettelijke, decretale of reglementaire wijzigingen in rechtstreeks verband met het eerste lid en naar gelang van de evolutie van de arbeidsmarkt.

Art. 6. § 1. Het Centrum kan niet schoolplichtige en bij de Dienst als niet-werkende werkzoekenden ingeschreven personen opvangen die niet voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 5 en beschikken over hoogstens het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of over een gelijkwaardig diploma voor zover :

1° het aantal van die stagiairs niet hoger is dan 20 % van het totaal aantal stagiairs die jaarlijks een opleiding beginnen te volgen binnen elke filière als de activiteitszetel van het centrum gevestigd is op het grondgebied van een Subregionaal comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming, hierna "CSEF" genoemd, waar het percentage van de tewerkstellingsvraag minstens 15 % hoger is dan het gemiddelde percentage van de tewerkstellingsvraag in het Franse taalgebied van het Waalse Gewest;

2° het aantal van die stagiairs niet hoger is dan 20 % van het totaal aantal stagiairs die jaarlijks een opleiding beginnen te volgen binnen elke filière als de activiteitszetel van het centrum gevestigd is op het grondgebied van een "CSEF" waar het percentage van de tewerkstellingsvraag schommelt tussen minder dan en meer dan 15 % van het gemiddelde percentage van de tewerkstellingsvraag in het Franse taalgebied van het Waalse Gewest; de Regering kan, bij gemotiveerde beslissing en na eensluidend advies van het "CSEF", in afwijkingpercentages van meer dan 20 % voorzien voor zover ze niet hoger zijn dan 50 %;

2° het aantal van die stagiairs niet hoger is dan 40 % van het totaal aantal stagiairs die jaarlijks een opleiding beginnen te volgen binnen elke filière als de activiteitszetel van het centrum gevestigd is op het grondgebied van een "CSEF" waar het percentage van de tewerkstellingsvraag minstens 15 % lager is dan het gemiddelde percentage van de tewerkstellingsvraag in het Franse taalgebied van het Waalse Gewest; de Regering kan, bij gemotiveerde beslissing en na eensluidend advies van het "CSEF", in afwijkingpercentages van meer dan 40 % voorzien voor zover ze niet hoger zijn dan 50 %.

§ 2. De referentiepercentages vermeld in paragraaf 1 worden berekend op 30 juni van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarop ze toepasselijk zijn en worden voor twee jaar vastgelegd.

Art. 7. De toestand van de stagiair wordt beoordeeld de dag voor die waarop hij zijn opleiding begint te volgen.

De Regering bepaalt welke documenten en attesten nodig zijn om na te gaan of de voorwaarden bedoeld in de artikelen 5 en 6 vervuld zijn.

HOOFDSTUK IV. — *Erkenning van de centra en de filières*

Afdeling 1. — Erkenning en hernieuwing van erkenning

Art. 8. De Regering erkent een centrum en hernieuwt zijn erkenning als het al de volgende voorwaarden vervult :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een vereniging van openbare centra voor maatschappelijk welzijn zijn in de zin van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

2° een pedagogisch project uitwerken waarin o.a. de volgende elementen opgenomen zijn :

- a) de modaliteiten voor de opvang en, desnoods, de heroriëntering van de kandidaat-stagiair;
- b) de modaliteiten betreffende het opmaken van het pedagogische contract en het uitwerken van het individuele vormingsprogramma na opsporing van de behoeften van de stagiair;
- c) de pedagogische opvolging van de stagiair en de sociale begeleiding;
- d) de formatieve en participatieve evaluatie en de erkenning van de door de stagiair verworven kennis en vaardigheden;
- e) het partnerschap met andere operatoren inzake vorming, inschakeling of psycho-medisch-sociale steunverlening dat de stagiair in staat stelt zijn socioprofessionele doelstelling te halen;
- f) de modaliteiten betreffende de bekendmaking van de inhoud van het vormingsaanbod en, met name, de finaliteit, de doelstellingen, het publiek en de toegangsvoorwaarden ervan;
- g) de modaliteiten betreffende het opmaken van een project inzake de nascholing van de stagiair tot bepaling van de acties die nodig zijn om de doelstellingen te halen die in het individuele programma van de stagiair omschreven worden;

3° één of meer filières organiseren die voldoen aan de voorwaarden opgesomd in artikel 9;

4° een omschrijving overleggen van de materiële, menselijke en financiële middelen die voor de werking van het centrum voorzien worden en waarmee de uitvoering van het pedagogische project, de leefbaarheid van het centrum en de haalbaarheid van de filières gewaarborgd kunnen worden;

5° als het gaat om de eerste erkenningsaanvraag, een vooruitlopend plan van de begrotingen betreffende de ontwikkeling van de activiteit van het centrum voor de twee eerste activiteitsjaren;

6° aansluiten bij de samenwerkingsregeling voor inschakeling en zich ertoe verbinden een samenwerkingsovereenkomst te sluiten en uit te voeren met de Dienst in de zin van het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling.

De hernieuwing van de erkenning van het centrum wordt toegekend op grond van de uitvoering van het pedagogische project, de nakoming van de regels en plichten en de kwaliteit inzake het administratieve en financiële beheer alsook het beheer inzake de menselijke hulpkrachten over de periode waarvoor het centrum eerder erkend werd.

De voorwaarden tot erkenning of tot hernieuwing van erkenning van het centrum, inclusief de elementen die het pedagogische project vormen, kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Art. 9. Tegelijkertijd met de erkenning of later in de loop van de periode waarin het centrum erkend wordt, kan de Regering één of meer filières erkennen of hun erkenning hernieuwen voor zover ze al de volgende voorwaarden vervullen :

1° voldoen aan vormingsbehoeften waarop onvoldoende is ingespeeld, met inachtneming van het kadaster van de bestaande beroepsopleidingen en de cartografie van het aanbod en de behoeften van de arbeidsmarkt, die door de Dienst worden opgemaakt;

2° aansluiten bij het pedagogische project van het project;

3° aansluiten bij één van de drie categorieën filières bedoeld in artikel 4 en er het methodologische kader van bepalen;

4° de doelstellingen van de filière inzake kennis, vaardigheden en socioprofessionele gedragslijnen bepalen t.o.v. de referentiële bedoeld in artikel 15, 7° en 8°;

5° het programma van de filière overleggen met de inhoud, organisatie en duur ervan alsook het eventuele beroep op bedrijfsstages;

6° het bij de filière betrokken publiek specificeren en, desnoods, de toepassing van artikel 6.

De hernieuwing van erkenning van de filières wordt toegekend op grond van de uitvoering van het pedagogische project, van de analyse van de pedagogische kwaliteit van de opleidingen en van de beoordeling van de resultaten ervan.

De voorwaarden tot erkenning of tot hernieuwing van erkenning van de filières worden nader bepaald door de Regering.

Als het centrum in de loop van de periode van erkenning of hernieuwing van erkenning van de filière verzoekt om wijzigingen van de beslissing tot erkenning, dient het overeenkomstig artikel 11 een nieuwe aanvraag tot erkenning van de filière in. De Regering kan voorzien in een vereenvoudigde procedure of in een vrijstelling van procedure voor de wijzigingen die zij bepaalt.

Art. 10. De aanvankelijke erkenning van het centrum, inclusief van de filières die het organiseert, wordt voor een periode van twee jaar toegekend. De erkenning kan voor een periode van zes jaar hernieuwd worden. In de gevallen bepaald door de Regering en op voorstel van de Commissie kan de erkenning voor hoogstens twee jaar hernieuwd worden.

In geval van erkenning van nieuwe filières in de loop van de periode van de hernieuwing van de erkenning van het centrum, wordt de erkenning toegekend voor de duur van twee jaar en kan ze hernieuwd worden voor een duur die niet langer mag zijn dan die van de erkenning van het centrum.

Art. 11. De aanvragen tot erkenning en hernieuwing van erkenning van de centra, inclusief de filières die ze organiseren, worden ingediend bij de dienst die de Regering aanwijst en volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Het advies van het territoriaal bevoegde "CSEF" wordt vereist voor de erkenning van elke filière en heeft betrekking op de opportuniteit om ze te erkennen of om haar erkenning te hernieuwen op grond van het kadaster en de cartografie bedoeld in artikel 9, eerste lid, 1°.

De Regering verleent of weigert de erkenning of de hernieuwing van erkenning van de centra en de filières die ze organiseren.

De beslissing tot hernieuwing van erkenning van het centrum brengt niet noodzakelijk de hernieuwing van elk van zijn filières met zich mee en kan voorzien in andere erkenningsvoorwaarden dan die betreffende de vroeger verleende erkenning.

De documenten, termijnen, modaliteiten en procedures betreffende de erkenning en de hernieuwing van erkenning van de centra en filières worden nader bepaald door de Regering.

Art. 12. Na advies van de Commissie kan de Regering de erkenning van het centrum opschorten of intrekken als het niet voldoet aan de voorschriften bepaald bij of krachtens dit decreet. De intrekking of de opschorting van erkenning van het centrum heeft als gevolg de intrekking of de opschorting van erkenning van de filières die het organiseert, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 13.

Na advies van de Commissie kan de Regering de erkenning van een filière opschorten of intrekken als ze niet voldoet aan de voorschriften bepaald bij of krachtens dit decreet.

Als de erkenning van een centrum of van een filière opgeschort wordt, vermeldt de beslissing de datum waarop het centrum moet voldoen aan de voorwaarden en verplichtingen die het niet heeft nageleefd, alsook de modaliteiten van de eventuele opschorting van de subsidiëring zoals bepaald bij artikel 18, paragraaf 2, eerste lid 1, 1°.

Als de erkenning van een centrum of van een filière ingetrokken wordt, kan de Regering beslissen de in artikel 18, paragraaf 2, bedoelde sancties toe te passen.

De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedures tot opschorting of intrekking van de erkenning van het centrum of van de filière.

Afdeling 2. — Overdracht van een filière

Art. 13. Na advies van de Commissie kan de Regering toestemming geven voor de overdracht van één of meer opleidingsfilières van een centrum, met name het overdragende centrum, aan een ander centrum, met name het overnemende centrum, dat bereid is om de betrokken filière(s) over te nemen. De overdracht van de filières kan toegelaten worden in de volgende gevallen :

1° in geval van ontbinding of opheffing van het overdragende centrum;

2° in geval van bewuste beslissing van het overdragende centrum om niet langer één of meer opleidingsfilières te organiseren;

3° in geval van beslissing tot intrekking of niet-hernieuwing van de erkenning van het overdragende centrum of van één of meer van de filières die het organiseert.

Het overnemende centrum wordt aangewezen, enerzijds, naar gelang van de wijze waarop het inspeelt op de opleidingsbehoeften waaraan onvoldoende wordt tegemoetgekomen t.o.v. het kadaster en de cartografie bedoeld in artikel 9, eerste lid, 1° en, anderzijds, naar gelang van zijn vermogen inzake administratief, financieel en pedagogisch beheer en, desgevallend, in het vooruitzicht van personeelsoverplaatsing.

De overdracht geldt voor twee jaar, behalve als de erkenningsduur van het overnemende centrum korter is. In dat geval is de duur van de overdracht gelijk aan die van de erkenning van het overnemende centrum.

De beslissing tot overdracht vermeldt de elementen van de beslissing tot erkenning van de filière die erop toepasselijk zijn.

De toestemming voor de overdracht van een filière mag niet leiden tot de verhoging van de bij artikel 17 bepaalde subsidiëring zoals die aan het overdragende centrum verleend werd.

De Regering bepaalt de voorwaarden, modaliteiten en procedures betreffende de aanvragen tot overdracht van de betrokken filière(s).

HOOFDSTUK V. — *Verplichtingen van het centrum*

Art. 14. Het centrum moet :

- 1° voldoen aan de voorwaarden bepaald bij of krachtens dit decreet en het pedagogische project uitvoeren;
- 2° jaarlijks minstens tien stagiairs opvangen en vanaf het derde erkenningsjaar minimum 12 000 uren opleiding per jaar geven; in het geval van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van een vereniging van openbare centra voor maatschappelijk welzijn, kan de Regering minder dan 12 000 opleidingsuren per jaar opleggen voor zover dat aantal niet lager is dan 8 000 uren per jaar. In geval van niet-inachtneming van de 12 000 opleidingsuren per jaar of van de 8 000 opleidingsuren per jaar en na advies van de Commissie bedoeld in artikel 16, kan het centrum de toestemming krijgen om een aantal opleidingsuren te geven dat lager is dan die minima;
- 3° het door de Regering bepaalde begeleidingspercentage in acht nemen, naar gelang van, o.a., de categorie van de filière en van het methodologische kader ervan;
- 4° zich houden aan het beginsel van de kosteloosheid van de opleiding voor de stagiairs bedoeld in de artikelen 5 en 6, overeenkomstig het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi";
- 5° voldoen aan de verplichtingen bepaald bij of krachtens het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen;
- 6° een jaarlijks activiteitenverslag van het centrum opmaken waarvan de minimale inhoud en de modaliteiten door de Regering vastgelegd worden;
- 7° de functies inzake directie, administratie en sociale begeleiding van het centrum waarnemen;
- 8° wat de boekhouding betreft en, desgevallend, t.o.v. de verschillende subsidiëeringsbronnen, een onderscheid maken tussen de uitgaven en de ontvangsten naar gelang van het methodologische kader van de filières; in het geval van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van een vereniging van openbare centra voor maatschappelijk welzijn, maakt het centrum ook een onderscheid tussen de uitgaven en de ontvangsten i.v.m. zijn activiteiten die bij dit decreet erkend worden;
- 9° wat betreft de fasen "Bedrijf voor vorming door arbeid", een plan opmaken voor de bestemming van de exploitatieresultaten met het oog op de uitvoering van de bij dit decreet bepaalde opdrachten, met inachtneming van de modaliteiten die de Regering bepaalt;
- 10° zich houden aan de wetten, decreten en reglementen die rechtstreeks op hen toepasselijk zijn, met name de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

De verplichtingen die in het eerste lid vastliggen, kunnen nader bepaald worden door de Regering.

HOOFDSTUK VI. — *Coördinatie van de actie van de centra*

Art. 15. De Regering kan, na een door haar georganiseerde selectieprocedure, een vereniging zonder winstoogmerk aanwijzen die de volgende opdrachten vervult :

- 1° de pedagogische ontwikkeling en het administratieve beheer van de centra coördineren en steunen;
- 2° de sector vertegenwoordigen op het niveau van de gewestelijke en gemeenschappelijke instanties bevoegd inzake vorming en hun representatieve gesprekspartner zijn bij de Regering;
- 3° de samenwerking van de centra op subregionaal niveau versterken met het oog op de cohesie van de plaatselijke actie ten gunste van de stagiairs;
- 4° personeel aanstellen in het kader van de Regeling "Kruispunt Tewerkstelling Vorming Oriëntatie" zoals bedoeld in artikel 1bis, eerste lid, 9°, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi";
- 5° het aanbod en de behoeften coördineren inzake de vorming van het personeel van de centra en van het personeel aangesteld in het kader van de Regeling "Kruispunt Tewerkstelling Vorming Oriëntatie";
- 6° de evolutie van het opleidingsaanbod van de centra en van het betrokken publiek analyseren en de Regering daarover inlichten;
- 7° deelnemen aan het uitwerken van de vormingsreferentiëlen in het kader van de werken gevoerd door de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst Beroepen en Kwalificaties), overeenkomstig het samenwerkingsakkoord gesloten op 27 maart 2009 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapcommissie betreffende de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications", afgekort : "S.F.M.Q." en ervoor zorgen dat ze door de centra geïnstalleerd worden;
- 8° het uitwerken van de vormingsreferentiëlen die niet in het bevoegdheidsveld van de "S.F.M.Q." passen en het ontwerpen van de methodologische of pedagogische middelen voor de opleidingen coördineren en steunen.

De statuten van de vereniging bedoeld in het eerste lid moeten stroken met voornoemde opdrachten.

Wat de samenstelling van haar algemene vergadering betreft, moet de vereniging ervoor zorgen dat de centra voldoende vertegenwoordigd zijn op het vlak van hun geografische verdeling, van hun methodologische kaders en van de categorieën filières die ze organiseren.

De Regering vertrouwt de opdrachten bedoeld in het eerste lid aan de vereniging toe en kan ze nader bepalen op grond van de evolutie van de decretale en reglementaire bepalingen die op het centrum toepasselijk zijn en van de operationele context waarin de centra verkeren.

De vereniging bedoeld in het eerste lid ontvangt jaarlijks en binnen de perken van de beschikbare kredieten subsidies om haar opdracht te kunnen vervullen. De Regering bepaalt de modaliteiten tot toekenning van die subsidies.

De vereniging legt jaarlijks een activiteitenverslag aan de Regering over.

HOOFDSTUK VII. — *Commissie van de centra voor socioprofessionele inschakeling*

Art. 16. § 1. Binnen de "Conseil économique et social de la Wallonie" wordt een Adviescommissie ingesteld die belast wordt met de volgende taken :

- 1° advies uitbrengen over de wijziging van de categorieën publiek overeenkomstig artikel 5, tweede lid;
- 2° een gemotiveerd advies uitbrengen over de aanvragen tot erkenning of hernieuwing van erkenning van een centrum of een filière wanneer ze om adviesverlening verzocht wordt, o.a. krachtens artikel 10, eerste lid;

3° een gemotiveerd advies uitbrengen over de opschorting of intrekking van de erkenning van een centrum of een filière overeenkomstig artikel 12;

4° een gemotiveerd advies uitbrengen over de aanvraag tot overdracht van een filière krachtens artikel 13;

5° vergaderen op verzoek van één van haar leden die feiten vernomen zou hebben die ressorteren onder de overtredingen van of de inbreuken op de bepalingen van het decreet, om de stand van zaken te onderzoeken en de Regering kennis te geven van de feiten van de oorzaak.

De Commissie geeft de adviezen bedoeld in het eerste lid, 2° tot 5°, op basis van het advies van het "CSEF" als het vereist wordt, van het verslag van de door de Regering aangewezen dienst die belast is met het onderzoek van de dossiers en naar gelang van de behoeften opgespoord t.o.v. het kadaster en de cartografie bedoeld in artikel 9, eerste lid, 1°.

§ 2. De door de Regering aangewezen dienst wordt belast met :

1° het vervullen van de opdrachten i.v.m. de analyse van de dossiers die aan de Commissie voorgelegd worden en met de kennisgeving ervan;

2° het jaarlijks overleggen aan de Regering, aan de "Conseil économique et social de Wallonie", inclusief aan de Commissie bedoeld in paragraaf 1, van een synthese betreffende de jaarlijkse activiteitenverslagen van de centra bedoeld in artikel 14, 7°, met inachtneming van de modaliteiten die door de Regering bepaald worden.

§ 3. De "Conseil économique et social de la Wallonie" wordt belast met de volgende taken :

1° het secretariaat van de Commissie waarnemen;

2° om de drie jaar een verslag over de uitvoering van dit decreet aan de Regering overleggen op basis van de synthese bedoeld in paragraaf 2, 2°;

3° op eigen initiatie of op verzoek van de Regering gemotiveerde adviezen of aanbevelingen uitbrengen over de uitvoering van het decreet.

§ 4. Binnen de Commissie worden de volgende stemgerechtigde vertegenwoordigers aangewezen :

1° twee gewone en twee plaatsvervangende vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties;

2° twee gewone en twee plaatsvervangende vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

3° twee gewone en twee plaatsvervangende vertegenwoordigers van de Dienst onder wie :

een gewone en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal bevoegd voor tewerkstelling;

b) een gewone en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal bevoegd voor het beroep bij tussenkomst van derden, voor informatieverstrekking over en kennis van de arbeidsmarkt;

4° een gewone en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waalse Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen);

5° een gewone en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de "Union des villes, communes et provinces de la Région wallonne, Fédération des Centres publics d'action sociale" (Unie van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest, Federatie van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn);

6° een gewone en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de vereniging bedoeld in artikel 15.

Anderzijds worden de volgende vertegenwoordigers aangewezen om de Commissie met raadgevende stem bij te wonen :

1° een gewone en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de Minister die voor Vorming bevoegd is;

2° een gewone en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de Minister die voor Tewerkstelling bevoegd is;

3° een gewone en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de Minister die voor Sociale Aangelegenheden en Gelijke Kansen bevoegd is;

4° een gewone en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de dienst bedoeld in artikel 16, paragraaf 2;

5° twee gewone en twee plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van de centra, in het bijzonder wat betreft de methodologische kaders en de categorieën filières, aangewezen op de voordracht van de vereniging bedoeld in artikel 15.

De Commissie vergadert minstens vier keer per jaar.

De plaatsvervangende leden mogen slechts bij afwezigheid van de gewone leden zitting hebben.

De Regering kan de samenstelling aanpassen en de opdrachten van de Commissie nader bepalen op grond van de evolutie van de decretale en reglementaire bepalingen die op de centra toepasselijk zijn en naar gelang van de operationele context waarin de centra verkeren.

HOOFDSTUK VIII. — *Financiering*

Art. 17. § 1. De Regering verleent jaarlijks subsidies aan het erkende centrum dat voldoet aan de voorwaarden en verplichtingen bepaald bij of krachtens dit decreet. De subsidies bestaan uit :

1° een variabel deel bestaande uit :

a) een som berekend op grond van het aantal erkende opleidingsuren, vermenigvuldigd met het uurpercentage;

b) een som berekend op grond van het begeleidingspercentage, vastgelegd door de Regering ten opzichte van het aantal erkende opleidingsuren;

2° een bijkomend deel ter dekking van de tegemoetkoming voorzien door de sociale partners in het kader van de overeenkomsten voor de Waalse privé non-profit sector.

Onder erkende opleidingsuren wordt verstaan het aantal uren dat vastligt in de beslissing tot erkenning ten opzichte van de duur van het programma bedoeld in artikel 9, eerste lid, 5°, vermenigvuldigd met het aantal stagiaires voorzien per filière in de loop van een burgerlijk jaar.

Onder uurpercentage wordt verstaan het tarief dat voor elke erkende filière berekend wordt naar gelang van de categorie waarin ze ingedeeld is, met inachtneming van de modaliteiten die door de Regering bepaald worden.

Indien vereist door de specificiteit van het ten laste genomen publiek, door het aantal filières en de verscheidenheid ervan of door het aantal stagiairs, kan de aanpassing van het begeleidingspercentage of de uitbreiding ervan naar een functie van pedagogische coördinatie aanleiding geven tot een verhoging van de tegemoetkoming bedoeld in paragraaf 2, 1°, binnen de perken en volgens de modaliteiten die door de Regering bepaald worden.

§ 2. Het geheel van de subsidies kan uitbetaald worden in de vorm van :

1° een tegemoetkoming zoals bepaald bij of krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector en het onderwijs, waarvan de criteria van toekenning door de Regering bepaald worden. De tegemoetkoming, verleend in de vorm van punten zoals bedoeld in artikel 21 van voornoemd decreet van 25 april 2002, wordt door de Regering bepaald op grond van het aantal erkende uren;

2° een subsidie ter dekking van de werkings-, materiaal- en uitrustingskosten en van de loonlasten die niet gedekt zijn door een andere subsidie of door de tegemoetkoming bedoeld onder punt 1°.

§ 3. Het geheel van de subsidies wordt uitbetaald als volgt :

1° een voorschot, met name 60 % van het jaarbedrag dat voor het voorafgaande boekjaar is verleend aan het centrum en zijn erkende filières, wordt in de loop van het eerste kwartaal gestort op basis van een vorderingsverklaring;

2° een tweede schijf, met name 80 % van het totale jaarbedrag van de subsidie dat voor het lopende boekjaar wordt verleend, na aftrek van het bedrag van het eerste voorschot, wordt in de loop van het tweede kwartaal gestort op basis van een vorderingsverklaring;

3° het saldo van 20 % van het totale jaarbedrag van de subsidie die voor het lopende boekjaar wordt verleend, wordt gestort in de loop van het eerste semester van het jaar na dat waarvoor het verschuldigd is, voor zover de door de Regering aangewezen dienst beschikt over de vorderingsverklaring, het activiteitenverslag en de bewijsstukken die hem door het centrum overgemaakt moeten worden;

De Regering is ertoe gemachtigd de in het eerste lid, 1° tot 3°, bedoelde percentages te wijzigen.

§ 4. De procedure tot toekenning en uitbetaling van de subsidies, met inbegrip van de voorwaarden waaronder de uitgaven in aanmerking genomen worden, wordt nader bepaald door de Regering. De variabele jaarlijkse som bedoeld in het eerste lid, 2°, wordt binnen de perken van de beslissing tot erkenning uitbetaald op basis van de uren die daadwerkelijk gepresteerd worden door de stagiairs en van de daarmee gelijkgestelde uren. De uren gelijkgesteld met de daadwerkelijk gepresterde uren worden nader bepaald door de Regering.

§ 5. De subsidiëring is verworven zodra het centrum 90 % van de erkende opleidingsuren heeft gegeven, berekend voor het geheel van de filières over een periode van twee jaar en 75 % van de erkende opleidingsuren, berekend per filière over een periode van twee jaar.

§ 6. De Regering kan de subsidies jaarlijks in januari indexeren door de bedragen van het vorige jaar te vermenigvuldigen met het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de maanden september en oktober van het vorige jaar, verdeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de maanden september en oktober van het jaar dat voorafgaat aan het vorige jaar.

HOOFDSTUK IX. — *Controle*

Art. 18. § 1. De controle en het toezicht op de naleving van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten worden uitgeoefend overeenkomstig het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007.

§ 2. In geval van niet-nakoming van de bij of krachtens dit decreet bepaalde verplichtingen, van ontbinding van een centrum en van opschorting en intrekking van de erkenning van een centrum kan de Regering, volgens de modaliteiten die zij bepaalt, :

1° de subsidiëring geheel of gedeeltelijk opschorten gedurende een bepaalde termijn zodat het centrum kan voldoen aan de niet nagekomen verplichtingen;

2° de terugbetaling van het geheel of van een gedeelte van de verleende subsidies alsook van de desbetreffende kosten eisen naar verhouding van de vastgestelde overtredingen;

3° de beslissing tot toekenning van de subsidies intrekken of er een eind aan maken.

De Regering kan ook geheel of gedeeltelijk afzien van de terugbetaling van de verleende subsidies indien de kostprijs verbonden aan die terugvordering hoger dreigt te zijn dan de terug te betalen bedragen of in geval van overmacht of van onverwachte omstandigheden.

HOOFDSTUK X. — *Wijzigings-, overgangs- en opheffingsbepalingen*

Afdeling 1. — Wijzigingsbepalingen

Art. 19. Indien zulks nodig blijkt voor de uitvoering, de toepassing of de cohesie van dit decreet, is de Regering ertoe gemachtigd volgende vervangingen door te voeren in de geldende decreet- of regelgevende bepalingen :

1° de afkortingen "IFT" of "OISP" door de woorden "centra voor socioprofessionele inschakeling";

2° de woorden "Interfederatie van de EFT-OISP" door de woorden "de vereniging bedoeld in artikel 15 van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling";

3° de woorden "Commissie EFT-OISP" door de woorden "de Commissie bedoeld in artikel 16 van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling".

Indien zulks nodig blijkt voor de uitvoering, de toepassing of de cohesie van dit decreet, is de Regering ertoe gemachtigd de bepalingen van het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid te vervangen door de bepalingen van dit decreet.

De Regering is ertoe gemachtigd de referentie naar de "CSEF" in dit decreet te vervangen naar gelang van de evolutie van de decreet- of regelgevende bepalingen die op hen betrekking hebben.

Artikel 2, § 1, 1°, 1^{ste} streepje, van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet wordt vervangen als volgt :

« - de Commissie van de centra voor socioprofessionele inschakeling in het kader van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling; ».

Afdeling 2. — Overgangsbepalingen

Art. 20. De vereniging zonder winstoogmerk aangewezen krachtens artikel 18 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid vervult tijdelijk de opdrachten bedoeld in artikel 15, eerste lid, totdat de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in artikel 15 aangewezen wordt. Zodoende zal deze bepaling niet langer van toepassing zijn.

Art. 21. De beslissingen tot toekenning of tot hernieuwing van erkenning van centra die op basis van het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid worden genomen voor de inwerkingtreding van dit decreet maar erna gevolg hebben, blijven tot 31 december 2014 onderworpen aan de bepalingen van voornoemd decreet van 1 april 2004. De centra dienen uiterlijk 31 mei 2014 een aanvraag tot erkenning in voor zichzelf en voor de filières die ze organiseren.

In afwijking van artikel 10, kan de Regering aan de krachtens voornoemd decreet van 1 april 2004 erkende centra die een erkenningsaanvraag krachtens dit decreet indienen een erkenning voor zes jaar verlenen volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Elke beslissing tot opschorting of tot intrekking van een erkenning of tot overdracht van een filière die genomen wordt op basis van het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid blijft onderworpen aan de bepalingen van dat decreet.

De beslissingen tot overdracht van filières waarvan de aanvraag na de datum van inwerkingtreding van dit decreet is ingediend en die voor 31 december 2014 zijn genomen, gelden tot die datum.

Art. 22. Als de beschikbare begrotingskredieten niet volstaan om het aantal opleidingsuren te halen zoals bepaald bij artikel 14, eerste lid, 2°, kan de Regering dat aantal in de beslissingen tot erkenning verminderen bij de erkenningsaanvragen die uiterlijk 31 mei 2014 ingediend worden.

Art. 23. De beslissingen tot erkenning van de instellingen voor socioprofessionele inschakeling en de bedrijven voor vorming door arbeid, genomen krachtens het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid, worden onder dezelfde voorwaarden verlengd tot 31 december 2014.

Art. 24. De persoon die deel uitmaakt van het begunstigde publiek overeenkomstig de artikelen 4 tot 6 van voornoemd decreet van 1 april 2004 en die voor de inwerkingtreding van dit decreet een opleiding bij een "O.I.S.P." of een "E.F.T." heeft aangevat, mag die opleiding voltooien.

Afdeling 3. — Opheffings- en slotbepalingen

Art. 25. Het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid, gewijzigd bij de decreten van 22 november 2007 en 6 november 2008, wordt opgeheven.

Art. 26. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2014, met uitzondering van de artikelen 20, 21, 23 en 24, die in werking treden op 1 september 2013, en van artikel 17, dat in werking treedt op 1 januari 2015. De Regering kan voorzien in een datum van inwerkingtreding die voorafgaat aan 1 januari 2014 en 1 januari 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 juli 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement, 829 (2012-2013), nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, openbare vergadering van 10 juli 2013.

Bespreking.

Stemming.